

Communiqué commun des organisations CGT– Solidaires – FO – UNEF – SGL – FSU de la Vienne



Pour les organisations syndicales de salariés actifs, retraités et demandeurs d'emploi, d'étudiants et de lycéens – la CGT, Force Ouvrière, Solidaires, FSU, UNEF et SGL- réunies le 17 septembre 2018, un constat s'impose et se renforce, notamment l'explosion des inégalités et la casse des droits collectifs. Cette politique, ainsi que les mesures encore récemment annoncées par le gouvernement, relèvent d'une logique d'individualisation mettant à mal la solidarité et la justice sociale, valeurs essentielles de la cohésion sociale, et fragilisant une fois de plus les plus faibles, les précaires et les plus démunis.



Qu'il s'agisse :

- des remises en cause profondes qui pèsent sur les droits des salariés-es et demandeurs d'emploi en matière d'assurance chômage ;
- de la remise en cause du droit à avoir un avenir professionnel de leur choix des générations futures par l'instauration d'une sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur et par le gaspillage que constitue le service national universel ;
- des atteintes graves et inacceptables au service public, républicain, solidaire et égalitaire en particulier CAP 22* ;
- des destructions massives d'emplois au travers de la désindustrialisation des attaques portées à notre système de santé ;
- de la destruction de nos systèmes et régimes de retraites et des pensions ;
- du gel et des projets de remise en cause des prestations sociales ;
- de l'abrogation des lois régressives inscrite dans le code du travail appliqué par les ordonnances Macron



Les organisations signataires appellent le gouvernement et le patronat à entendre les attentes sociales multiples qui s'expriment dans les services public et privé, par les salariés actifs, les jeunes, les salariés demandeurs d'emploi et les retraités-es, et qu'ils ne soient plus uniquement guidés par l'obsessionnelle diminution de la dépense publique et l'augmentation des dividendes. Au moment où est annoncée une fois encore l'explosion de ces dividendes en France et dans le monde, il est temps d'imposer le partage des richesses pour augmenter les salaires, les pensions, les allocations et les minima sociaux. Face à cette situation et à des décisions régressives, socialement, professionnellement, humainement, qui s'opposent aux revendications légitimes des travailleurs (actifs, chômeurs et retraités) et de la jeunesse, l'heure est à la défense des fondements de notre modèle social républicain et à la conquête de nouveaux droits de progrès et de justice sociale.

C'est pourquoi, les organisations signataires décident de faire du 9 octobre prochain
une première journée de mobilisation
et de grève interprofessionnelle partout où c'est possible,
rassemblant salariés, demandeurs d'emplois, retraités, étudiants et lycéens.



Les organisations signataires appellent à la manifestation revendicative et unitaire:

**le Mardi 9 Octobre, devant la Sécurité Sociale,
rue Touffenet à POITIERS, à 14h30.**

Les organisations signataires invitent les autres organisations syndicales de salariés, de retraités et de jeunesse et de se mobiliser massivement pour le progrès et la justice sociale à s'y associer largement et à s'inscrire dans un processus de mobilisation.

Poitiers, le 17 Septembre 2018